

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANDEPUTTE

28 Boulevard de Strasbourg
ZAC de Landacres - Lot n°9
62360 HESDIN L ABBE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\00_EOLIENNES\Maresquel
Energies_(PE)_Maresquel-Ecquemecourt_038.02402\3 Affaires\DAENV_juillet_2020\coderst\VANDEPUTTE_Hesdin
l'Abbé_RAPVI_070.036422_14122022.odt
Code AIOT : 0007003642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement VANDEPUTTE implanté 28 Boulevard de Strasbourg ZAC de Landacres - Lot n°9 62360 HESDIN L ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

visite dans le cadre du PPC et de problème de rejets moussants vers la station d'épuration de la zone de Landacres

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEPUTTE
- 28 Boulevard de Strasbourg ZAC de Landacres - Lot n°9 62360 HESDIN L ABBE
- Code AIOT : 0007003642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOVER est située dans une zone d'activité récente, créée dans les années 2000
Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 2007 à exploiter sur la commune de Hesdin

L'Abbé une unité de fabrication de produits de nettoyage (adoucissants, liquides vaisselles...) écologique pour une capacité de production maximale de 300 t/j.

Elle bénéficie également de l'antériorité au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre de la directive IED.

L'exploitation du site a été reprise par un industriel exerçant la même activité et le même volume d'activité que celles autorisées par l'Arrêté Préfectoral du 3 avril 2007.

Le nouvel exploitant, la société Vandeputte, a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant en juillet 2016. Le changement d'exploitant a été acté par Arrêté Préfectoral Complémentaire du 27/07/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative et rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	réentions	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	mise à jour de l'étude des dangers	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	consistances des installations classées	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.2.3	/	Sans objet
2	localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 4.3.5	/	Sans objet
3	frequence et modalités d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 9.2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site a été modifiée suite à la reprise du site en 2016 par la société Vandeputte , notamment:

- multiplication du nombre de références de produits fabriqués (à l'origine une dizaine, aujourd'hui environ 200 produits différents).
- stockage de matières premières prévu à l'origine en cuves et aujourd'hui majoritairement effectué en cubitainer de 1 m3 en plastiques. Ainsi sont présents plusieurs centaines de cubitainers dans les locaux et sur les voiries extérieures.
- installation de nouvelles cuves de stockage de produits semi finis (2x25 t, 1x45 t, 1x10 t, 2x 7t) et de

mélangeurs (10t, 20t et 40t) .

Les modifications intervenues n'ont pas été portées à la connaissance du préfet, l'étude des dangers n'a pas été mise à jour.

Par ailleurs les cubitainers de produits liquides stockés sur site ne sont pas sur rétention, l'étiquetage n'est pas respecté.

l'établissement est à l'origine de rejets moussants répétés vers la station d'épuration de la zone de Landacres qui perturbent son fonctionnement et doivent cesser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : consistances des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : tableau
Constats : lors d'une précédente visite réalisée en 2019 la DREAL avait constaté que l'activité du site avait considérablement baissé. en effet le site ECOVER avait fermé et avait été repris par la société vandeputte en 2016. En 2018 Vandeputte avait atteint une capacité de production d'environ 6 000 t de produits finis . L'objectif de production pour 2019 était de 9 000 t. Le jour de la visite l'exploitant indique que l'activité a repris pour atteindre une capacité d'environ 16 000 t/an soit environ 66 t/j maxi de produits finis. Cette capacité reste inférieure à celle autorisée par l'AP du 03/04/2007 (300 t/j). La DREAL constate cependant que les conditions de fonctionnement du site ont considérablement évolué depuis l'AP du 03/04/2007, notamment : <ul style="list-style-type: none">- à l'origine le nombre de références de produits fabriqués était très limité (une dizaine). Il est aujourd'hui d'environ 200 produits différents.- le stockage de matières premières prévu à l'origine en cuves est aujourd'hui majoritairement effectué en cubitainer de 1 m3 en plastiques. Ainsi sont présents plusieurs centaines de cubitainers dans les locaux et sur les voiries extérieures. Les modifications intervenues n'ont pas été portées à la connaissance du préfet et n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour de l'étude des dangers. Ces non-conformités sont traitées au point de contrôle n° 5 et 6 Les cubitainers ne sont pas sur rétention. Cette non-conformité est traitée au point de contrôle n° 4
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p><u>Traitement avant rejet :</u> Stockage dans trois cuves de 25 m³ avant évacuation pour traitement les 3 premières années puis Station de traitement biologique <u>Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective :</u> Station dépuration de la ZAC avant rejet au RIEUX</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite en date de 2019, l'activité du site, repris depuis 2016 par la société Vandeputte, avait atteint une capacité de production d'environ 6 000 t de produits finis en 2018. L'objectif de production pour 2019 était de 9 000 t ce qui restait largement inférieur à la capacité maximale autorisée pour le site fixée à 300 t/j. Compte tenu de l'absence de montée en puissance des capacités de production du site, la station de traitement des eaux interne n'avait pas été mise en place. La gestion des eaux usées (industrielles et domestiques) du site était réalisée grâce à une plate-forme de stockage des eaux constituées d'un bassin en béton et de 3 cuves de 30 m³. Une des cuves de 30 m³ est laissée vide pour gérer les éventuels incidents sur le site. Un contrôle systématique était effectué en T, PH et DCO avant transfert des effluents vers la station d'épuration. Un contrôle mensuel était effectué sur la DBO5, l'azote, les MES, le phosphore et les matières grasses. Cette autosurveillance correspond à celle fixée dans la convention de rejet signée avec la CAB. La fréquence de l'autosurveillance fixée par l'AP du 03/04/2007 n'était pas respectée. Celui-ci prévoit une mesure avant chaque rejet (donc journalièrement) pour la DCO, DBO5, MES, Matières grasses, azote et phosphore. compte tenu des capacités de production limitées du site, la DREAL avait considéré que la fréquence d'autosurveillance réalisée était alors suffisante. cependant il avait été rappelé à l'exploitant que l'augmentation des capacités de production du site nécessiterait de réexaminer ce point et l'opportunité de mettre en place un outil de traitement interne ainsi qu'une autosurveillance des rejets plus poussée.</p> <p>Depuis plusieurs mois la société Vandeputte est à l'origine de rejets moussants problématiques pour la station d'épuration de la zone de Landacres qui reçoit ses effluents. Ces problèmes surviennent plusieurs fois par semaine et perturbent fortement le fonctionnement de la station d'épuration. Le 14/12/2022 il a été constaté la présence de mousse blanche dans la zone de stockage des effluents de Vandeputte. La surveillance des effluents avant rejet effectuée par Vandeputte est devenue insuffisante pour gérer correctement ce problème car le problème de moussage n'est pas détecté avec la DCO, la T et le PH. Aussi il est demandé à la société Vandeputte : - de rétablir immédiatement l'autosurveillance prévue par l'article 4.3.9 de l'AP du 03/04/2007 soit mesure de la DCO, DBO5, MES, matières grasse, Azote Kjeldhal et phosphore avant chaque rejet - de définir les paramètres de surveillance complémentaires à mettre en place sous 1 mois afin de détecter la présence des substances favorisant le moussage des effluents. - d'interdire le rejet d'effluents moussants détectés visuellement sur son site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : fréquence et modalités d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : voir tableau AP
<p>Constats : lors de la visite précédente en 2019, la fréquence de l'autosurveillance fixée par l'AP du 03/04/2007 n'était pas respectée. Celui-ci prévoit une mesure avant chaque rejet (donc journalièrement) pour la DCO, DBO5, MES, Matières grasses, azote et phosphore. compte tenu des capacités de production limitées du site, la DREAL avait considéré que la fréquence d'autosurveillance réalisée était alors suffisante. Cependant il avait été rappelé à l'exploitant que l'augmentation des capacités de production du site nécessiterait de réexaminer ce point et l'opportunité de mettre en place un outil de traitement interne ainsi qu'une autosurveillance des rejets plus poussée.</p> <p>Depuis plusieurs mois la société Vandeputte est à l'origine de rejets moussants problématiques pour la station d'épuration de la zone de Landacres qui reçoit ses effluents. ces problèmes surviennent plusieurs fois par semaine et perturbent fortement le fonctionnement de la station d'épuration. le 14/12/2022 il a été constaté la présence de mousse blanche dans la zone de stockage des effluents de Vandeputte.</p> <p>La surveillance des effluents avant rejet effectué par Vandeputte est devenue insuffisante pour gérer correctement ce problème car le problème de moussage n'est pas détecté avec la DCO, la T et le PH.</p> <p>Aussi il est demandé à la société Vandeputte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de rétablir <u>immédiatement</u> l'autosurveillance prévue par l'article 4.3.9 de l'AP du 03/04/2007 soit mesure de la DCO, DBO5, MES, matières grasse, Azote Kjeldahl et phosphore avant chaque rejet - de définir les paramètres de surveillance complémentaires à mettre en place <u>sous 1 mois</u> afin de détecter la présence des substances favorisant le moussage des effluents. - d'interdire le rejet d'effluents moussants détectés visuellement sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour</p>

<p>son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats : L'exploitant a modifié les modalités de stockage sur son site pour passer d'un stockage en cuves à un stockage majoritairement en cubitainers plastiques de 1 m3. Plusieurs centaines de cubitainers sont présents dans les bâtiments et sur les voiries du site.</p>
<p>Certaines matières premières sont livrées par citernes et transvasées en cubitainers sur site, ce qui n'était pas prévu dans le dossier d'origine. Ce point doit faire l'objet d'une attention particulière dans l'étude des dangers.</p>
<p>Aucun cubitainer n'est disposé sur rétention. Certains cubitainers sont réutilisés et reétiquetés par l'exploitant pour stocker des productions intermédiaires du site sans que l'étiquetage initial soit enlevé. Ainsi certains cubitainers disposent de 2 étiquetages différents. cette situation, source potentielle d'accident avec mélange incompatibles doit cesser.</p>
<p>L'exploitant indique que les cubitainers sont réutilisés après lavage, les eaux de lavage étant réintroduites dans le process. La DREAL a rappelé à l'exploitant qu'il est formellement interdit de rejeter les eaux de lavage vers la station d'épuration de la zone de Landacres.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La DREAL constate cependant que les conditions de fonctionnement du site ont considérablement évolué depuis l'AP du 03/04/2007, notamment : <ul style="list-style-type: none">- à l'origine le nombre de références de produits fabriqués était très limité (une dizaine). il est aujourd'hui d'environ 200 produits différents.- le stockage de matières premières prévu à l'origine en cuves est aujourd'hui majoritairement effectué en cubitainer de 1 m3 en plastiques. Ainsi sont présents plusieurs centaines de cubitainers dans les locaux et sur les voiries extérieures.- de nouvelles cuves de stockage de produits semi finis (2x25 t, 1x45 t, 1x10 t, 2x 7t) et des mélangeurs (10t, 20t et 40t) ont été installées. l'exploitant pourra également utilement faire un point par rapport aux prescriptions de l'AM du 11/04/2017 sur les entrepôt (rubrique 1510) et en particulier les interdictions concernant le stockage en contenant fusibles de type récipients mobiles pour certains produits.
Les modifications intervenues n'ont pas été portées à la connaissance du préfet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : mise à jour de l'étude des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, mise à jour de l'étude des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : La DREAL constate cependant que les conditions de fonctionnement du site ont considérablement évolué depuis l'AP du 03/04/2007, notamment : <ul style="list-style-type: none">- à l'origine le nombre de références de produits fabriqués était très limité (une dizaine). il est aujourd'hui d'environ 200 produits différents.- le stockage de matières premières prévu à l'origine en cuves est aujourd'hui majoritairement effectué en cubitainer de 1 m3 en plastiques. Ainsi sont présents plusieurs centaines de cubitainers dans les locaux et sur les voiries extérieures.- de nouvelles cuves de stockage de produits semi finis (2x25 t, 1x45 t, 1x10 t, 2x 7t) et des mélangeurs (10t, 20t et 40t) ont été installées.
Les modifications intervenues n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour de l'étude des dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois